

Objectif et cohérence du projet politique

Nous mettons au cœur de notre projet politique **la protection et la réappropriation collective des biens communs**, problématique qui invite à réinterroger en profondeur les formes de propriété, la légitimité de la recherche du profit, et les modes de gouvernance dans nos sociétés.

Par biens communs nous entendons : les ressources naturelles, et les biens communs immatériels comme les services publics. Nous combattons également la marchandisation et l'accaparement des données personnelles qui sont une véritable confiscation démocratique.

Pour cela **notre action politique vise toujours à recréer du lien social, du collectif et à redonner du sens à l'économie dans ses modalités et dans ses fins.**

Cette ambition se décline en un **véritable projet de société, cohérent et complet** dans lequel les citoyennes et les citoyens peuvent se projeter et retrouver un horizon réenchanté. Ce projet s'appuie sur les trois piliers que sont **l'écologie, la justice sociale et la démocratie.**

La cohérence de ce projet politique est portée par la **remise en cause de l'injonction à la croissance et au productivisme.** Nous refusons de reconnaître **la prédominance de la dette financière**, institutionnalisée, **sur la dette écologique** de notre modèle de développement, **sur la dette sociale** de l'Etat Providence et **sur la dette démocratique** de tout gouvernement élu.

Pour cela nous promovons la mise en place de nouveaux indicateurs de développement qui permettent un pilotage des politiques publiques orienté vers la réduction des inégalités, l'épanouissement démocratique et citoyen et l'engagement écologique. Cela permettra également de reconnaître la culture et l'éducation comme véritablement créatrices de valeur.

Nous appelons également à **repenser le travail** et à le distinguer de l'emploi. Cela passera par la mise en place d'un **revenu universel d'existence** qui permettra de lutter contre la pauvreté et de démarchandiser les rapports sociaux en remettant en cause le monopole du marché sur la valorisation du travail.

Déclinaison du projet politique

Pour une société véritablement écologiste

Ce que l'on entend par « écologie », objectifs de nos politiques publiques :

- Répondre à l'urgence climatique
 - En lançant un véritable plan de recherche et en investissant massivement dans les énergies renouvelables
 - En réduisant la consommation énergétique et l'empreinte carbone en supprimant progressivement la consommation énergétique fossile
 - En posant la question du rôle des secteurs stratégiques dans l'accompagnement de la transition énergétique (nationalisation ?)
 - En promouvant les coopératives énergétiques pour relocaliser la production d'énergie
 - En sortant rapidement du nucléaire

- Lancer la transition agricole vers un modèle agro-écologiste qui recrée du lien social
 - En encourageant les coopératives paysannes
 - En encourageant la production locale de qualité par le levier de la commande publique
 - En renégociant la PAC pour encourager l'agriculture paysanne au lieu de l'agriculture intensive
 - En favorisant les méthodes alternatives de lutte contre les nuisibles et en mettant en place un système complet d'accompagnement vers un nouveau modèle de production, de distribution, de subventions et d'encadrement des prix pour tendre vers le zéro pesticides
 - En interdisant les perturbateurs endocriniens et produits cancérigènes avérés et suspectés (principe de précaution)
 - En mettant en place une véritable politique alimentaire qui croise les questions de santé, d'écologie, de prix de l'alimentation et de l'agriculture
 - En adossant notre politique à une communication positive, tournée vers l'avenir et à une véritable politique d'éducation pour les producteur.trice.s (en lycées agricoles) comme pour les consommateur.trice.s
- Revaloriser le rôle du local
 - En favorisant les initiatives pour les circuits courts (marchés, approvisionnement...)
 - En développant des filières d'excellence agricole comme levier de développement territorial
 - En s'appuyant sur le modèle de l'agriculture intégrée

Pour une société véritablement juste

Ce que l'on entend par « justice sociale » :

- Refuser l'indexation des politiques publiques sur des critères de rentabilité et de profitabilité financière : défense et développement de services publics
 - En luttant contre les privatisations
 - En donnant toujours aux services publics pour priorité la réduction des inégalités, le développement social des territoires, la protection de toutes et tous
- Rendre possible une société inclusive
 - En faisant de la lutte contre les inégalités (sociales, de genre, d'origine, d'orientation sexuelle, de pratique religieuse, de génération...) et la pauvreté la priorité de toute politique
- Considérer la culture et de l'Éducation comme le socle de l'existence du citoyen
 - En reconnaissant la valeur dans les indicateurs économiques

- En promouvant le revenu universel d'existence
- En donnant les moyens à la création, à l'accès à la culture et à une éducation de qualité pour toutes et tous

Pour une société véritablement démocratique

Ce que l'on entend par « démocratie »

- Pour une démocratie participative et pour revaloriser le collectif et l'individualité plutôt que l'individualisme
 - En favorisant la participation des citoyens et citoyennes aux décisions
 - En expérimentant différents modes de scrutin
 - En autorisant et encourageant les expérimentations de démocratie directe vivante (conseils citoyens dans les mairies...)
 - En rééquilibrant les pouvoirs dans l'entreprise (ne pas permettre des accords d'entreprise moins disant, rééquilibrer le rapport de force en faveur des salariés pour redonner du sens à l'emploi)
- Pour une citoyenneté locale
 - En encourageant l'engagement associatif par le revenu universel
 - En autorisant les expérimentations qui permettent aux citoyennes et citoyens de se réapproprier et de redonner du sens à l'économie (exemple des monnaies locales)
- Pour une citoyenneté européenne
 - En promouvant une Europe solidaire, de la coopération plutôt que de la concurrence
 - En créant ou relançant un récit culturel européen (par les réseaux de création, par la valorisation du patrimoine commun...)
 - En remettant de la démocratie en Europe
 - En réformant les traités pour lutter contre l'austérité imposée
- Pour une citoyenneté mondiale
 - En concevant la mondialisation comme une mise en réseau du local
 - En refusant que la mondialisation remette en cause les acquis sociaux et environnementaux
 - En refusant la vente d'arme aux régimes non démocratiques
 - En créant une société véritablement accueillante